



**PRÉFÈTE
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
des Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont – ZA la Vatine
60000 BEAUVAIS

Beauvais, le 26 février 2024

Équipe 3

Affaire suivie par : Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES
Téléphone : 03 44 10 54 05
Courriel : nathalie.estkowski@developpement-durable.gouv.fr

Réf. IC/R/526/23-NEC

Rapport de l'Inspection des Installations classées pour la protection de l'environnement

Objet	Mesures de restriction des prélèvements en eau en cas de sécheresse.
Référence(s)	Courrier DREAL du 26 mars 2019 Réponse St Gobain du 3 mai 2019 Arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2021 (articles 4 et 5) Étude technico-économique visant à la définition de mesures pour réduire la consommation d'eau (étude AQUASSAY sur l'efficacité hydrique, diagnostic n° ISCCEn_AF2200012_RapportDiag_v3.0 du 25/07/2022) Courrier du 12/04/2023 Courrier du 12/12/2023
Pièce(s) Jointe(s)	Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Exploitant	SAINT-GOBAIN GLASS Le site est composé de trois entités : <ul style="list-style-type: none">• Saint Gobain Sekurit (SGS)• centre de R&D (SGR)• Saint Gobain Glass (SGG) Cette dernière est l'entité porteuse de l'arrêté préfectoral de l'ensemble du site de Thourotte. L'ensemble des arrêtés préfectoraux st au nom de SAINT-GOBAIN GLASS
------------	---

Code AIOT :	510001610
Adresse de l'établissement	Site de Chantereine 60150 THOUROTTE
Régime	Autorisation
Affaire GUN	ETE EAU (instruction)
Attribut GUN	« sécheresse »
Courriel d'échange avec l'administration	Helene.GrussauteNghiem@saint-gobain.com Trefah.Giraudet@saint-gobain.com

1 - OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

La société Saint-Gobain Glass, ci-après nommé exploitant, exploite une usine de fabrication de verres plats sur le territoire de la commune de Thourotte.

2 - RÉGLEMENTATION

La réglementation « sécheresse » est légiférée par l'article **L. 211-3 du Code de l'Environnement (CE)** qui permet aux autorités administratives de « *Prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau, pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie* ».

La **Loi n°2006-1772 art. 30 du 30 décembre 2006** dite LEMA découle de la **directive 2000/60/CE** dite DCE. La LEMA rend l'article **L. 211-3 du CE** applicable aux ICPE.

La réglementation sécheresse est fixée par l'article **R. 211-66 du CE** qui donne des détails sur la mise en œuvre de l'article **L. 211-3**.

- Les mesures en cas de sécheresse ou d'un risque de pénurie sont prescrites par arrêté du préfet de département.
- Les mesures prises doivent être portées à connaissance de la population
- Les mesures doivent être proportionnées et graduelles
- Les mesures ne peuvent être prescrites que pour une période limitée dans le temps
- Lorsque que le régime d'écoulement des cours d'eau revient à la normale les mesures prennent fin, si besoin graduellement.

L'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique précise l'ensemble des mesures ci-dessus. Elle définit les modalités de l'arrêté-cadre sécheresse.

L'arrêté-cadre sécheresse prescrit le régime général de restriction. Les ICPE doivent se référer au régime général des restrictions d'eau sauf si elles disposent de prescriptions particulières s'y substituant dans leur arrêté préfectoral d'autorisation.

Les prescriptions particulières sont mentionnées soit dans leurs arrêtés d'autorisation d'exploitation soit dans un arrêté complémentaire. Ces prescriptions particulières permettent d'adapter les mesures aux spécificités de l'industriel en cas de sécheresse. Cela lui évite de passer sur le régime général qui pourrait être économiquement insupportable en cas de sécheresse. L'application des mesures de restriction de l'arrêté cadre sécheresse pour les industries passe par la mise en œuvre d'un plan de réduction des prélèvements en cas de sécheresse.

L'arrêté du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation régit les prélèvements et consommation d'eau (excepté pour certaines catégories d'ICPE, voir arrêté-cadre susvisé, article 2). L'article 14 permet à l'inspection des installations classées de fixer si nécessaire des niveaux de prélèvements (débit journaliers et débits horaires) pour permettre de s'adapter à un risque de pénurie d'eau ou à une sécheresse.

3 - CONTEXTE

L'objectif pour la DREAL est d'harmoniser les pratiques sur la région Hauts-de-France en matière de gestion de crise sécheresse pour les prélèvements des industries relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Comme chaque année, de manière récurrente, des épisodes de sécheresse de plus en plus marqués touchent un nombre croissant de départements. Le déficit constaté en eau peut également intervenir hors période estivale et présenter un caractère quasi chronique. Ce sujet médiatique nécessite la participation active de tous les usagers de l'eau dont les industriels les plus gros consommateurs.

D'après les données GEREPE sur l'année 2019, la société Saint-Gobain Glass a utilisé pour ses besoins en eau 197048 m³ prélevés dans la masse d'eau Craie picarde (MESO FRHG 205).

Ainsi, elle fait partie des principaux préleveurs de la région Hauts-de-France. (De plus l'installation est située dans un bassin versant de l'Oise-Aisne en déficit quantitatif structurel.)

Un plan de réduction des prélèvements en eau en période de sécheresse, prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2021, a été remis à l'inspection pour validation le 12 avril 2023.

4 - PROPOSITION DE L'INSPECTION ET CONCLUSION

Suite aux propositions de mesures de réduction des prélèvements d'eau en cas de sécheresse indiquée par l'exploitant, il convient d'encadrer le fonctionnement des installations en période de sécheresse par des prescriptions adaptées.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens est joint en annexe du présent rapport.

Considérant ce qui précède, nous proposons à Madame la préfète de l'Oise de réserver une suite favorable à ce projet d'arrêté.

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Rédacteur	Vérificateur	Validateur

ANNEXE : projet d'APC

**Arrêté préfectoral complémentaire
pris en application du Titre I^{er} Livre V du Code de l'environnement,
réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société SAINT-GOBAIN GLASS
pour l'exploitation de son usine située sur la commune de Thourotte relatif aux dispositions
applicables en cas de période de sécheresse**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les articles L. 211-3 et R. 211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;

Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Madame Catherine SEGUIN, Préfète de l'Oise ;

Vu le décret du 25 août 2023 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de l'Oise (groupe II), sous-préfet de Beauvais - M. BOVET (Frédéric) ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Artois-Picardie et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté cadre du 29 juillet 2022 délimitant les zones hydrographiques homogènes sur le département de l'Oise définissant les seuils en cas de sécheresse et la nature des mesures coordonnées de gestion de l'eau ;

Vu les arrêtés préfectoraux réglementant l'établissement et notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2016 autorisant la société SAINT-GOBAIN GLASS à exploiter les installations de l'usine de Chantereine sur le territoire de la commune de THOUROTTE ;

Vu la note ministérielle du 16 septembre 2019 du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire ;

Vu les volumes prélevés annuellement déclarés par l'exploitant de la société SAINT GOBAIN GLASS dans ses déclarations annuelles des émissions polluantes sous GEREPA au titre des années 2015 à 2022 ;

Vu l'étude technico-économique en eau transmise par l'exploitant en date du 25 juillet 2022, relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau en période de sécheresse et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du XX/XX/2024 ;

Vu le courrier de l'exploitant du XX/XX/XXXX en réponse à la consultation du XX/XX/XXX sur le présent projet d'arrêté préfectoral ;

ou

Vu l'absence de réponse au courrier de consultation du XX/XX/XXX sur le présent projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui, dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

Considérant que les prélèvements de l'établissement appartiennent au secteur hydrographique identifié par l'arrêté cadre sécheresse du département de l'Oise ;

Considérant qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique, doivent être prises ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

A R R E T E

ARTICLE 1 -

La société SAINT-GOBAIN GLASS , dont le siège social est situé Tour Saint-Gobain, 12 place de l'Iris 92400 Courbevoie est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site de Thourotte.

ARTICLE 1 – PRÉLÈVEMENTS D'EAU AUTORISÉS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement.

Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

ARTICLE 2 – PLAN D'ACTIONS EN SITUATION DE SÉCHERESSE

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Le volume de référence auquel les réductions prévues sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier : 700 m³/jour.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

ARTICLE 3 – ACTIONS PÉRENNES DE MAÎTRISE ET DE RÉDUCTION DES CONSOMMATIONS EN EAU

L'exploitant met en place, en période normale de fonctionnement, des mesures d'économie d'eau et de limitation des rejets afin de diminuer de 10 % d'ici 2025 les prélèvements d'eau avec pour référence la consommation de l'année 2019, ce qui équivaut à une limite maximale de prélèvement en 2025 à 170 000 m³/an dans la nappe souterraine.

ARTICLE 4- BILAN

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,

- les coûts afférents
- les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

ARTICLE 5 – RECOURS

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale complémentaire est déposée à la mairie de Thourotte et peut y être consultée ;

Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Thourotte pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois ;

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION ET COPIE

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et le maire de Thourotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation est notifiée à l'exploitant.